



CHAPITRE 108

Loi concernant la succession de Charles Frenette

[Sanctionnée le 22 juin 1979]

Préambule. ATTENDU que Charles Frenette, décédé le 27 novembre 1941, a disposé de ses biens par un testament fait le 13 février 1941 et un codicille fait le 1^{er} novembre 1941;

Qu'une clause du testament prévoit qu'«En ce qui concerne mes quatre propriétés (...) situées dans le village de Saint-Charles de Bellechasse, (...) je veux et entends que mes exécuteurs testamentaires n'aient pas le droit de les vendre ou autrement aliéner tant qu'un des enfants issus de mon mariage avec mon épouse (...) vivra, et que, en attendant, ils louent de préférence à tous autres, d'année en année seulement, l'un ou l'autre de ces propriétés à celui ou ceux de mes enfants (...) qui voudront les louer, et je les autorise, à cet effet, de leur faire un prix de loyer de faveur, et le ou les plus âgés ayant préséance, le tout sujet, quant à l'une de ces propriétés, à l'usufruit légué à mon épouse.»;

Qu'il peut s'écouler un certain temps avant que se réalisent les conditions prévues pour le partage du résidu de la succession;

Qu'il importe, tant dans l'intérêt des bénéficiaires du revenu que de celui des bénéficiaires du capital, que les biens soient administrés de façon à assurer le meilleur rendement possible;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Autorisation
d'aliéner.

1. Malgré le testament de Charles Frenette fait le 13 février 1941 devant le notaire Henri Guénette, sous la minute 5480, et enregistré sous le numéro 272348 au bureau de la division d'enregistrement de Québec, les exécuteurs testamentaires et les administrateurs des biens de la succession Charles Frenette peuvent vendre les immeubles de la succession situés dans le village de Saint-Charles de Bellechasse.

Frais.

2. Les frais encourus pour l'adoption de la présente loi sont supportés, en parts égales, par les revenus des biens de la succession et par le capital des biens de la succession. Les exécuteurs testamentaires et les administrateurs sont autorisés à les payer.

Entrée en
vigueur.

3. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.